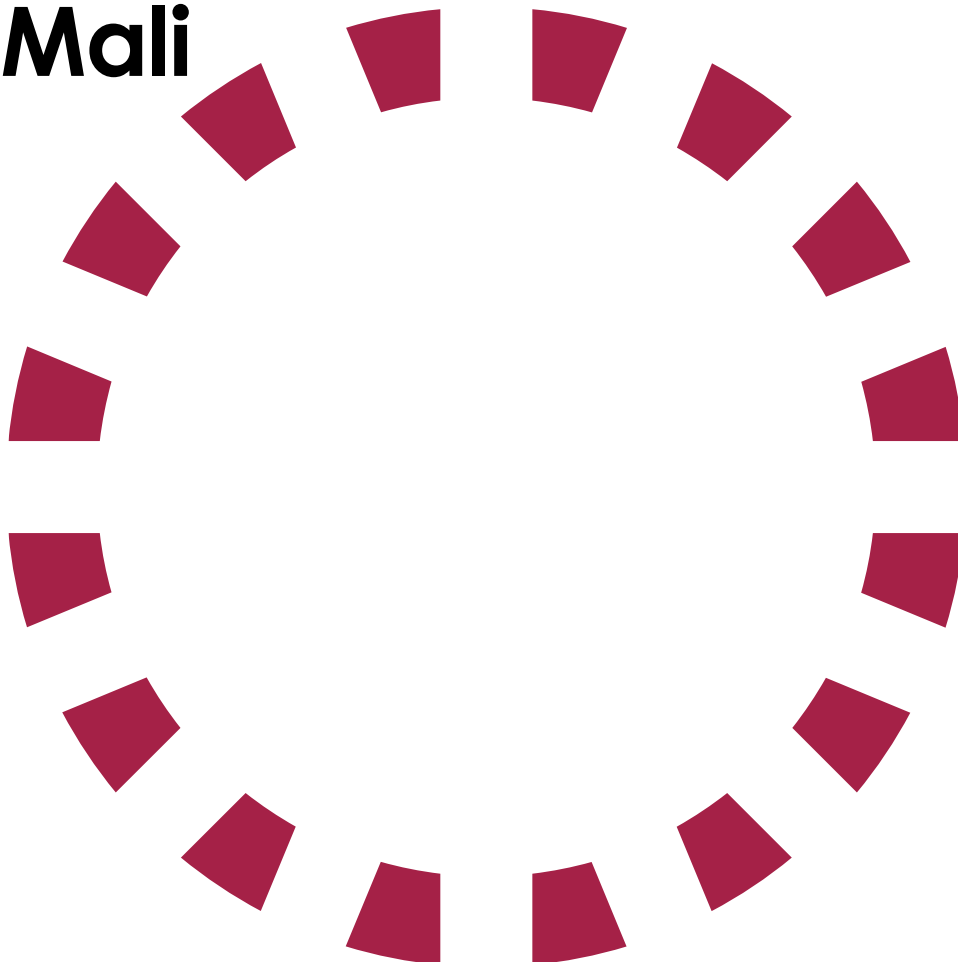


Enquête sur les perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao au Mali



Octobre – Novembre 2021

28/03/2022



**Dr Pauline Poupart et Dr Shourjya Deb (SIPRI)
Prof Tiéman Diarra (Direction des équipes de POINT SUD)**

Ce rapport a été commandé et financé par CORDAID, une organisation humanitaire et de développement, travaillant à la fin de la pauvreté et de l'exclusion. Les opinions exprimées et les informations contenues dans ce document sont à la responsabilité des auteurs.

Cadre et contexte

Ce rapport a été réalisé dans le cadre du programme *Just Future* (Avenir Juste), géré par un consortium piloté par CORDAID qui rassemble plusieurs organisations et instituts de recherche, et dont l'objectif est de soutenir les acteurs de la société civile. Le programme vise à établir un partenariat stratégique global avec les organisations de la société civile afin « d'améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice », notamment grâce à la « mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer »¹ dans six contextes fragiles (Burundi, République démocratique du Congo, Mali, Niger, Soudan du Sud et Afghanistan).

Cette première enquête de perception est considérée comme la *baseline* – Q0 des prochaines enquêtes qui seront menées au Mali et au Niger jusqu'en 2025, deux fois par an. Celle-ci a été mise en œuvre sur le terrain par le Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) à Niamey.

Elle s'inscrit dans le deuxième objectif du programme *Just Future* portant sur : « l'amélioration de l'accessibilité, de la réactivité et de la redevabilité des institutions de sécurité et de justice, et processus de prise de décision politique et de paix inclusif, grâce à la mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer »² à travers le renforcement des capacités de celle-ci. Afin de poser les bases de cette visée à long terme, le questionnaire a été structuré autour de quatre grandes sections concernant :

- * le sentiment d'(in)sécurité au niveau national et local ;
- * l'identification et la présence - ou non - des acteurs de la sécurité ;
- * les relations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité ;
- * les relations entre la société civile et les questions de sécurité.

Il s'agissait d'identifier les zones les plus à risques, d'identifier les acteurs de la sécurité présents avec pour objectif de mieux comprendre les relations entre les populations civiles et les forces de sécurité nationales. Cet aperçu, qui sera affiné lors des enquêtes ultérieures, renseignera la société civile sur les types et les niveaux d'action les plus appropriés concernant les questions de sécurité ainsi que sur les organisations et les interlocuteurs à privilégier.

Échantillonnage et administration du questionnaire

Dans le questionnaire, et conformément aux attentes exprimées par CORDAID, une attention particulière a été portée à l'inclusion des profils de femmes, de jeunes, de personnes souffrant de handicaps et de personnes déplacées ou réfugiées, tant dans le contenu des questions posées qu'au sein de l'échantillon des individus enquêtés.

¹ Avenir Juste, Proposition de programme – Octobre 2020, p.7

² *Idem*.

Les questionnaires ont été administrés du 15 au 24 novembre 2021 au Mali dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou. Les communes concernées sont celles d'Ansongo, Bandiagara, Bourem, Diré, Gabero, Gao, Koro, Lafia, Mopti, Rharous, Sio, Tenenkou, Tessit, Tienkour, Tombouctou, Youwarou. L'enquête a couvert un échantillon de 489 personnes au Mali basé sur l'estimation des populations par commune. Au total, l'échantillon se répartit comme suit : 33 % de ruraux et 66 % d'urbains, 60 % de femmes et 39 % d'hommes.

Pour les catégories prioritaires de l'enquête, les représentations sont les suivantes :

- * 73 % de résidents / 22 % de PDI / 2 % de réfugiés retournés / 1 % de migrants / 0,55 % de nomades-transhumants.
- * 63 % de jeunes / 36 % d'adultes / 81 % de personnes sans handicaps / 18 % de personnes souffrant de handicaps.

Le questionnaire a été administré par sept facilitateurs et trois facilitatrices au Mali.

Conditions de l'enquête

Dans l'ensemble, l'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les équipes ont pu être déployées sur le terrain et les entretiens ont été réalisés sans trop de réticences de la part des catégories d'acteurs ciblées. Néanmoins, quelques difficultés ont pu être relevées.

Il s'agit, en premier lieu, de l'accès à certaines catégories d'individus ciblés par cette recherche, notamment les personnes souffrant de handicaps. Ces dernières n'osent pas se définir ouvertement comme tel. Il a aussi parfois été impossible pour certaines équipes de trouver des personnes déplacées internes ou réfugiées handicapées, comme dans la ville de Gao.

En second lieu, sur le contenu du questionnaire, la distinction entre les différentes forces de sécurité ou entre les différents acteurs de la société civile a pu se révéler peu claire dans certains entretiens, en particulier avec des femmes (jeunes et adultes) ainsi qu'avec des personnes déplacées.

Pour finir, les facilitateurs et facilitatrices ont eu à expliquer les différences de nature et d'objectif entre l'enquête qu'ils menaient et les enquêtes de ciblage humanitaire dont certaines populations sont familières. Il leur a parfois été difficile de faire comprendre et admettre qu'aucun don ou rétribution ne seraient donnés en fin d'entretien. Ils ou elles ont eu également à faire face à une grande lassitude vis-à-vis des enquêtes dont les résultats directs sont très difficilement perceptibles par les populations, ce qui a pu expliquer les quelques refus rencontrés.

L'insécurité est une contrainte majeure et les régions enquêtées au Mali sont marquées par une dégradation de leur situation sécuritaire. À Gao et ses environs, le sentiment d'insécurité est décrit comme grandissant dans la commune urbaine du fait d'enlèvements et de braquages répétés, et préoccupant dans les zones rurales où, à cause des menaces reçues, les agents de l'État ont dû se relocaliser en zone urbaine.

La région de Mopti connaît des incidents similaires avec une multiplication des attaques contre les villages et des combats entre groupes armés non-étatiques qui ont entraîné des déplacements de populations. Si la situation sécuritaire se maintient à Mopti ville, elle s'aggrave, là encore, dans les zones rurales environnantes. Les populations rapportent que les agents de l'État et des forces de l'ordre n'y sont plus visibles et que ce sentiment « d'abandon par l'État » renforce la constitution des milices Donso. Les secteurs primaires de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche sont, de façon concomitante, particulièrement affectés par ces conditions difficiles. À Tombouctou, la collecte a été faite dans un contexte de vives tensions communautaires après la mort d'un boutiquier arabe lors d'un braquage dans le quartier d'Abaradjou, puis après le décès d'un jeune de la même communauté dans les manifestations de protestation qui ont suivi.

Enfin, dans la zone de Bandiagara se retrouvent les mêmes inquiétudes concernant les déplacements de plus en plus dangereux entre les villages, le nombre insuffisant de forces armées étatiques. Par conséquent, une confiance est davantage accordée aux groupes d'auto-défense.

Résultats de l'enquête

Les perceptions de l'(in)sécurité

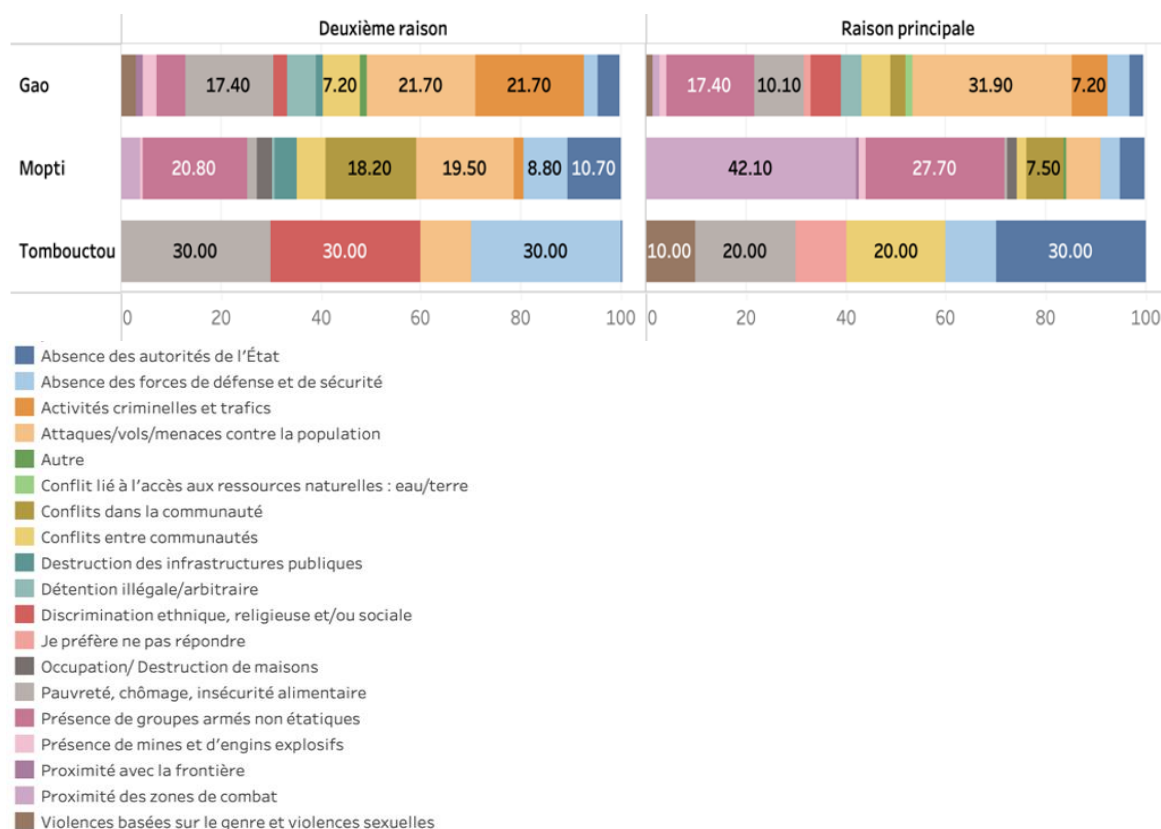
Au Mali, alors que 37 % des répondants disent que la situation sécuritaire dans le pays « n'a pas changé », une proportion relativement importante des enquêtés estime que la situation sécuritaire au niveau régional s'est au contraire « détériorée », notamment dans les zones de Gao (48 %) et de Mopti (50 %). Les enquêtés s'y perçoivent comment étant « en danger » à 39 % et 63 % respectivement. Ces deux régions du Liptako-Gourma sont, en effet, les plus vulnérables actuellement et cela se reflète à l'échelle des quartiers où 54 % des enquêtés à Mopti et 35 % des habitants de Gao se considèrent « en danger ».

Dans la région de Tombouctou, la situation sécuritaire au niveau local est considérée comme n'ayant pas changé (55 %). La majorité des enquêtés (74 %) ne se sentent « ni en danger ni en sécurité » dans leurs quartiers. Il faut préciser ici que les zones enquêtées à Tombouctou correspondent à des quartiers de la commune urbaine ou à ses alentours (60 km) et non aux villages ruraux les plus isolés. Cette perception d'une sécurité plus forte dans les zones urbaines dans les trois régions est bien marquée avec 15 % des résidents en milieu urbain qui se disent « en danger » contre 34 % pour les personnes en zones rurales.

Les causes du sentiment d'insécurité au niveau local sont d'abord d'ordre géographique. Autrement dit, elles sont liées soit à la proximité des localités enquêtées avec des zones de combat pour 42 % des enquêtés dans la région de Mopti, soit à la localisation de groupes armés non étatiques, à Mopti (27 %) et Gao (9 %).

Le nombre d'attaques, de vols, de menaces contre les populations est considéré, par ailleurs, comme un facteur additionnel d'insécurité notamment dans la région de Gao. Cela vient s'ajouter à l'absence remarquée des autorités de l'État (13 % et 20 % respectivement pour les régions de Mopti et Tombouctou), à la pauvreté, au chômage et à l'insécurité alimentaire mentionnés de façon transversale.

Q.2.3.B- De façon individuelle, si vous ne vous sentez pas en sécurité dans votre pays, quelles en sont les deux principales raisons ?:



Cette insécurité est considérée comme un risque particulier pour les hommes dont la situation est décrite comme « pas du tout sûre » au niveau local dans les régions de Mopti (38 %) et Gao (34 %). Le même constat est partagé pour les femmes à 30 % dans la région de Gao, mais il l'est moins dans celle de Mopti (19 %). De façon générale, sur les trois régions, la situation des enfants est décrite comme « moyennement sûre », de même que pour les personnes souffrant de handicap et les personnes déplacées et réfugiées (qui sont également plus à risque dans la région de Gao). C'est donc avant tout le fait d'être exposé directement aux menaces quotidiennes qui pèse dans ce contexte sur les individus.

Ces perceptions sur la précarité de la situation sécuritaire affectent de manière concrète les façons de vivre au quotidien. Les populations ont de manière générale changé ou adapté leurs habitudes de voyage et de déplacement. Au Mali, 70 % des enquêtés ont réduit leurs déplacements en termes de distance et de durée. 60 % des enquêtés ont changé leurs modes de transport et privilégient les transports publics aux véhicules privés, même si ces derniers sont régulièrement attaqués (banditisme, contrôles des djihadistes ou mines sur les axes routiers).

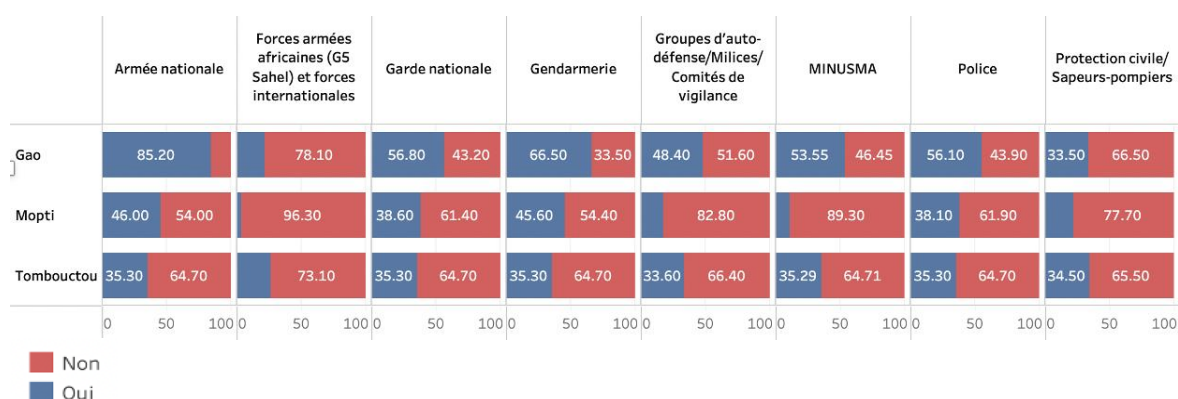
Cette insécurité quotidienne a logiquement des répercussions importantes sur la vie économique et sociale. Dans la région de Gao, les prix des denrées alimentaires ont augmenté du fait du manque d'approvisionnement régulier des commerces en matières premières et biens de première nécessité, les circuits d'approvisionnement ayant parfois été coupés par les groupes djihadistes. La tenue régulière des marchés, comme leurs horaires et leur fréquentation, ont également changé. À Tenenkou, la situation peut être résumée par ce témoignage : « *Un jeune habitant de la ville qui fut commerçant me*

disait qu'avant, lors du jour de la foire, il pouvait vendre de 30 000 à 35 000 F CFA, entre 17 h et 18 h, que le marché atteignait son paroxysme vers 17 h, mais aujourd'hui, à partir de 15h, le marché se vide et, finalement, il s'est reconverti en artisan boulanger. »³ Les agriculteurs redoutent quant à eux de se rendre dans les champs éloignés des centres urbains et des villages.⁴ De plus, la circulation est désormais soumise, dans les zones étudiées, à des règles qui évoluent en fonction de la situation sécuritaire. À Tessit, la circulation devait ainsi s'arrêter à six heures du soir au moment de l'enquête.

Les acteurs de la sécurité présents

En dépit du niveau d'insécurité élevé dans certaines localités des régions étudiées, les forces armées étatiques dans leur ensemble bénéficient d'une appréciation favorable. En effet, de façon globale, c'est d'abord l'armée qui est désignée comme l'acteur principal pour assurer la sécurité des populations (à 47 %), puis les forces de sécurité intérieure (à 32 %).

Q.3.1- Dans votre village/quartier, quels sont les acteurs de la sécurité présents :



Si la majorité des acteurs cités sont présents au niveau des chefs-lieux de communes ou de la ville, certains sont plus visibles que d'autres dans la sécurisation des quartiers et des villages. Le niveau de présence de l'armée diffère ainsi selon les régions. Si elle est évoquée comme présente à 85 % dans les lieux d'enquête à Gao, elle l'est à 35 % dans ceux de la région de Tombouctou.

La répartition des forces de sécurité intérieure est quant à elle plus homogène avec une présence locale quasi similaire entre la garde nationale, la gendarmerie et la police.

Il est également important de noter la présence importante de groupes d'auto-défense dans la région de Gao (48 %), de Tombouctou (33 %) et de Mopti (17 %). Néanmoins, si l'armée et les forces de sécurité intérieure bénéficient de taux de confiance élevés (entre 70 % et 90 %) sur l'ensemble des régions, celui-ci est plus variable concernant les groupes d'auto-défense. Dans la région de Mopti et de Tombouctou, ils bénéficient, certes, de 91 % et 77 % de taux de confiance, car ils répondent principalement au besoin de sécurité des populations du fait de la faible présence des forces étatiques.

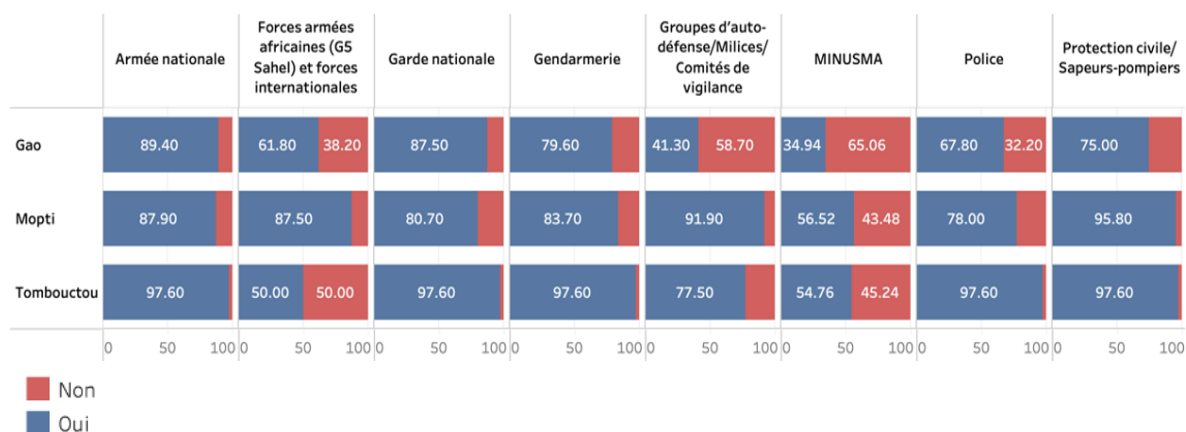
Pour autant, comme l'illustre le taux de confiance plus faible dans la région de Gao avec 58 % de réponses négatives, les risques de violences arbitraires et de comportements hors la loi sont également plus élevés avec ce type d'acteur (47 % dans la même région), ce qui peut expliquer des perceptions plus

³ Journal de terrain, commune de Tenenkou, région de Mopti, novembre 2021.

⁴ Journal de terrain, commune de Sio, région de Gao, novembre 2021.

nuancées. En effet, dans la région de Tombouctou, 35 % des enquêtés considèrent que ces groupes représentent une source d'insécurité au niveau local et évoquent à 42 % le risque de violences. Enfin, à Mopti, ces groupes sont considérés comme pouvant constituer une cible et ainsi augmenter le risque d'attaques djihadistes sur les localités proches de leurs zones d'action.

Q.3.2- Avez-vous confiance dans les acteurs suivants :

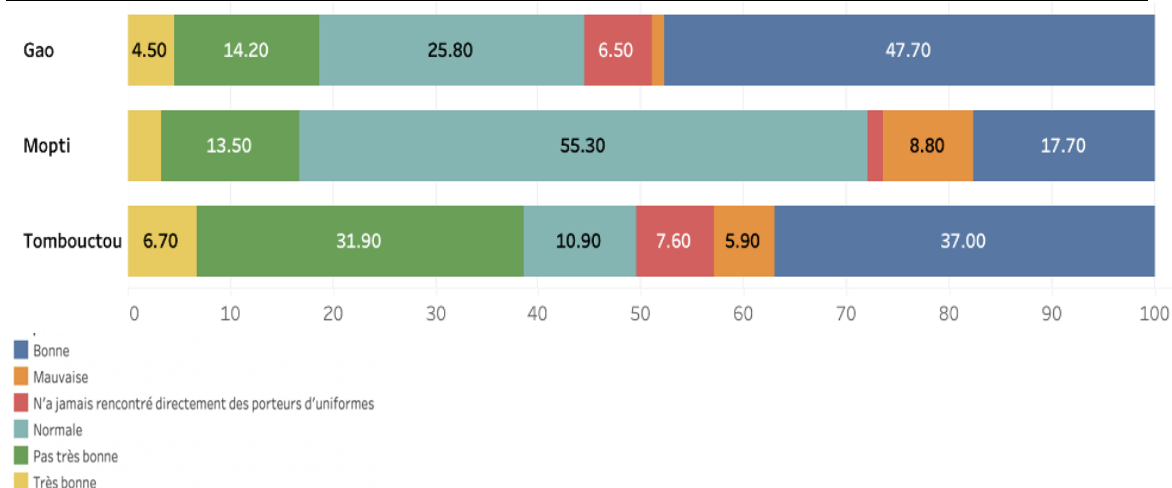


Les acteurs armés internationaux de la MINUSMA, de Barkhane et du G5 Sahel sont également évoqués lorsque ces derniers sont visibles dans les zones enquêtées. Leur mandat est souvent mal compris ou interprété par les populations qui leur reprochent, de façon indifférenciée, leur manque d'intervention en cas d'attaques (45 % pour la MINUSMA). Ces forces sont alors surtout considérées comme des cibles qui exposent les localités (55 % pour Barkhane et la MINUSMA). Les attentes ainsi que la confiance envers elles sont donc faibles.

Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité

Les relations quotidiennes avec les forces armées et de sécurité intérieure sont considérées comme « bonnes » ou « normales » au Mali de façon générale.

Q.4.6- Comment est, selon-vous, la relation quotidienne entre les forces de sécurité présentes et la population:



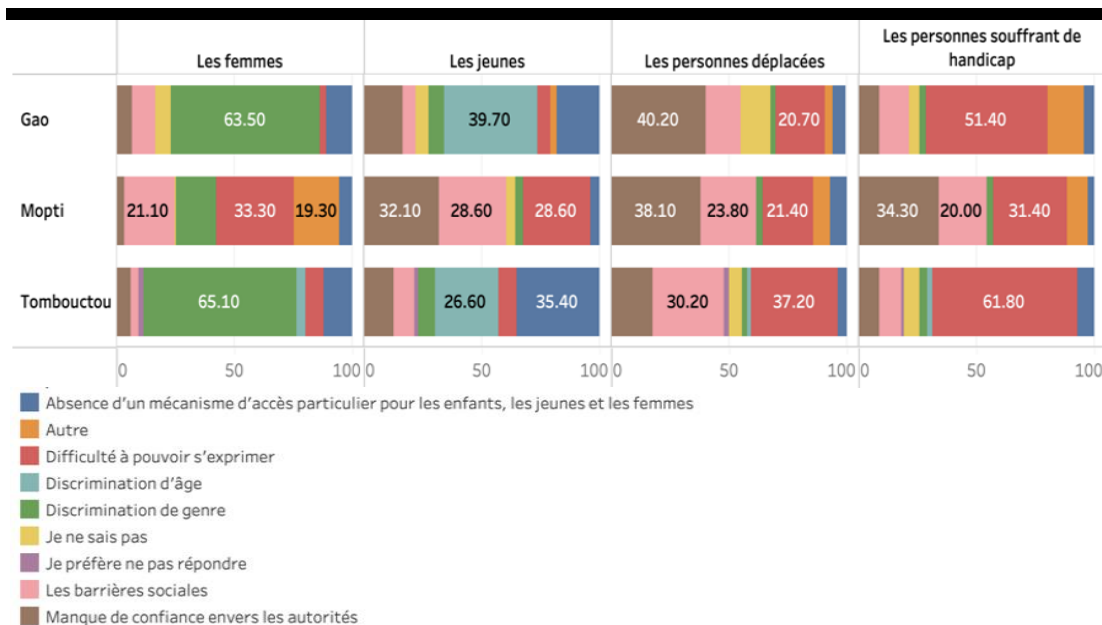
Cependant, des insatisfactions sont exprimées dans les régions, même si ce sujet reste délicat à aborder avec les enquêtés. Quatre types de limites sont évoquées concernant la capacité d'action des forces : il leur est d'abord reprochée leur absence en cas d'attaque, comme c'est le cas pour l'armée dans la région de Mopti selon 42% des enquêtés ; ensuite, leur temps de réaction est considéré comme tardif en situation d'urgence (37 % à Gao) ; enfin, les forces sont jugées comme trop éloignées géographiquement pour pouvoir intervenir efficacement lorsque les localités en ont besoin (à 47 % à Tombouctou). De plus, lorsqu'elles sont présentes, les forces peuvent être perçues - dans le même temps - comme un facteur d'insécurité puisque leurs camps ou leur déploiement exposent davantage les localités aux risques d'attaque des groupes djihadistes.

Par ailleurs, les relations quotidiennes entre les populations et les forces de sécurité peuvent être altérées, au niveau local, par de mauvaises pratiques comme le racket. Un manque de confidentialité est également évoqué, notamment lorsque les populations souhaitent déposer plainte, mais surtout lorsqu'elles veulent transmettre de façon discrète des informations aux forces. La difficulté des forces à préserver l'anonymat des individus souhaitant les aider, dans un contexte de très fort contrôle social, a engendré une certaine réticence à faire appel aux services de sécurité. Ainsi, sur un an, seuls 25 % des enquêtés dans la région de Gao ont déclaré avoir effectivement fait appel à l'armée. La peur des représailles pour les citoyens soupçonnés d'avoir fait appel aux forces est également un facteur très important pour expliquer cette distance.

On peut donc observer que si les populations font confiance aux forces pour combattre l'insécurité, elles restent néanmoins prudentes dans leur collaboration avec elles, d'autant plus que la méfiance s'exprime également de la part des forces envers les populations, notamment dans les localités où l'insécurité est élevée. Cela peut ainsi conduire les forces de sécurité étatiques à avoir des comportements discriminants selon les communautés. Cette attitude est particulièrement dénoncée dans la région de Tombouctou (50 %). Cela est imputé au manque de connaissance de la réalité locale pour 80 % des enquêtés de la région de Tombouctou ou parce que les forces peinent à prendre en compte les opinions des communautés locales à 38 % dans la région de Gao, ou encore parce qu'elles font montre de préjugés sur les liens entre certaines communautés et les groupes djihadistes locaux (62 % dans la région de Mopti et à 51 % dans la région de Gao). Par ailleurs, les jeunes hommes (54 % dans la région de Gao) comme les éleveurs (47 %) sont considérés comme les plus à risque de discrimination de la part des forces.

Enfin, l'accès aux services de sécurité est plus difficile pour les femmes (72 % dans la région de Tombouctou), pour les personnes déplacées (à 72 % à Tombouctou et 56 % à Gao), pour les personnes souffrant de handicaps (74 % à Tombouctou) et pour les jeunes (à 66 % dans la même région). Parmi les raisons évoquées, on peut citer des discriminations de genre, le poids des barrières sociales et des difficultés à pouvoir s'exprimer (52 % pour les personnes souffrant de handicaps dans le pays), ce à quoi s'ajoute le manque de confiance envers les autorités pour les personnes déplacées.

Q.4.23- Selon vous, pourquoi l'accès aux services de sécurité est-il plus difficile pour :



L'existence de mécanismes de dialogue entre les populations et les forces est à préciser. Plus de 30 % des enquêtés dans les régions de Mopti et de Gao ne connaissent pas leur existence et dans la région de Tombouctou, 66% pensent que ces mécanismes sont inactifs. De fait, les plaintes, les demandes ou les inquiétudes concernant la sécurité passent en priorité par les chefs de village, de quartier ou par les maires.

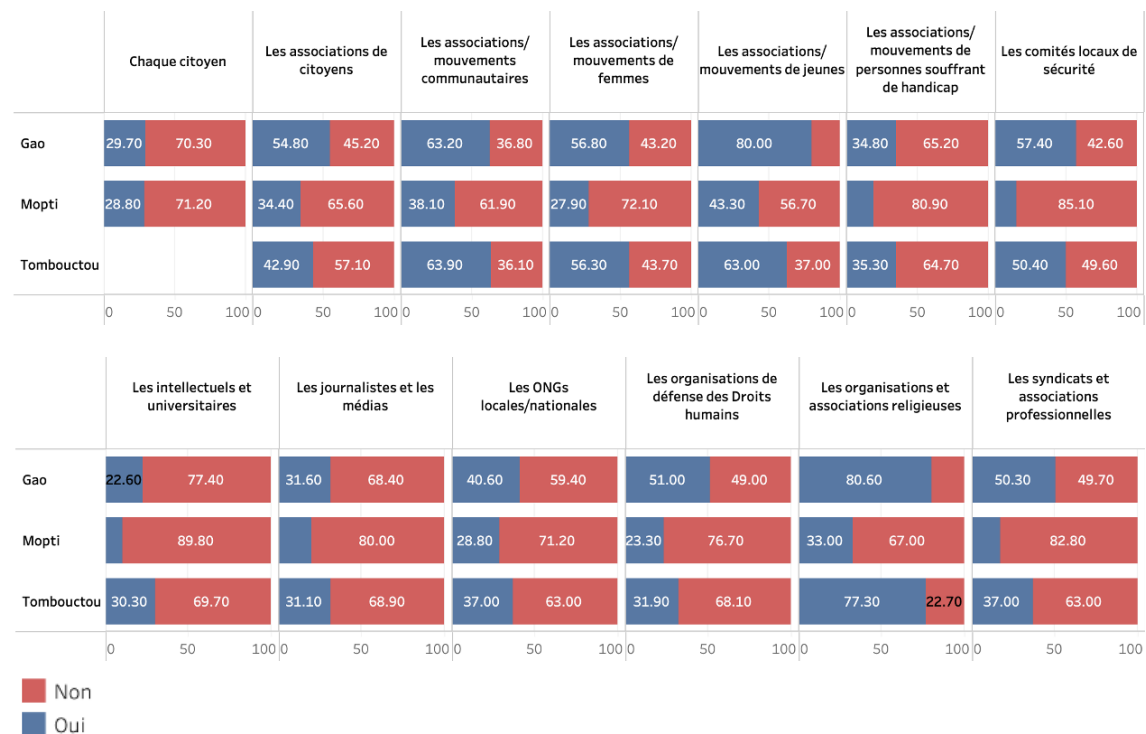
Les attentes envers l'armée et les forces de sécurité intérieure sont claires. D'un point de vue opérationnel, elles soulignent d'abord la nécessité d'un meilleur maillage territorial et d'une capacité d'action renforcée et rapide, à la fois de façon préventive et en cas d'attaque. Dans les relations quotidiennes, les populations demandent une lutte approfondie contre le racket quotidien exercé par certains corps ainsi que la mise en place de moyens d'alerte précoce susceptibles de déclencher des réponses effectives et rapides. Les forces doivent, en effet, pouvoir être joignables immédiatement par des numéros verts fonctionnels et anonymisés– qui doivent, par ailleurs, être facilement mémorisables pour diminuer le risque de représailles lorsque les groupes djihadistes contrôlent les portables des individus qu'ils arrêtent. Les rapports avec les forces nécessitent aussi d'être établis sur le long terme à travers des structures de concertation et de dialogue permanentes.

Les relations entre la société civile et les questions de sécurité

Les relations entre la société civile et les questions de sécurité ont été abordées dans la dernière partie du questionnaire. Il a été noté, lors de sa soumission aux facilitateurs comme aux enquêtés, une difficulté à définir clairement et spontanément ce que le terme de « société civile » recouvre. Ainsi, plus de 66 % des personnes interrogées au Mali se considèrent comme des membres de la société civile. Il est par ailleurs mentionné que chaque citoyen peut s'occuper des questions de sécurité (pour 91 % des répondants).

Pour cette première enquête, il nous est donc paru important d'essayer de répertorier les acteurs considérés comme appartenant à la société civile dans chaque localité, puis de préciser parmi eux ceux qui ont un rôle à jouer dans la sécurité.

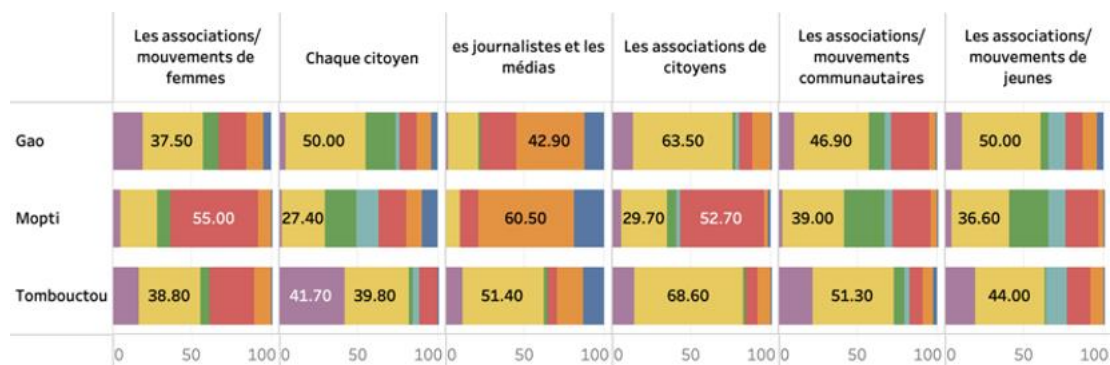
Q.5.1- Selon-vous, qui représente la société civile dans votre localité :

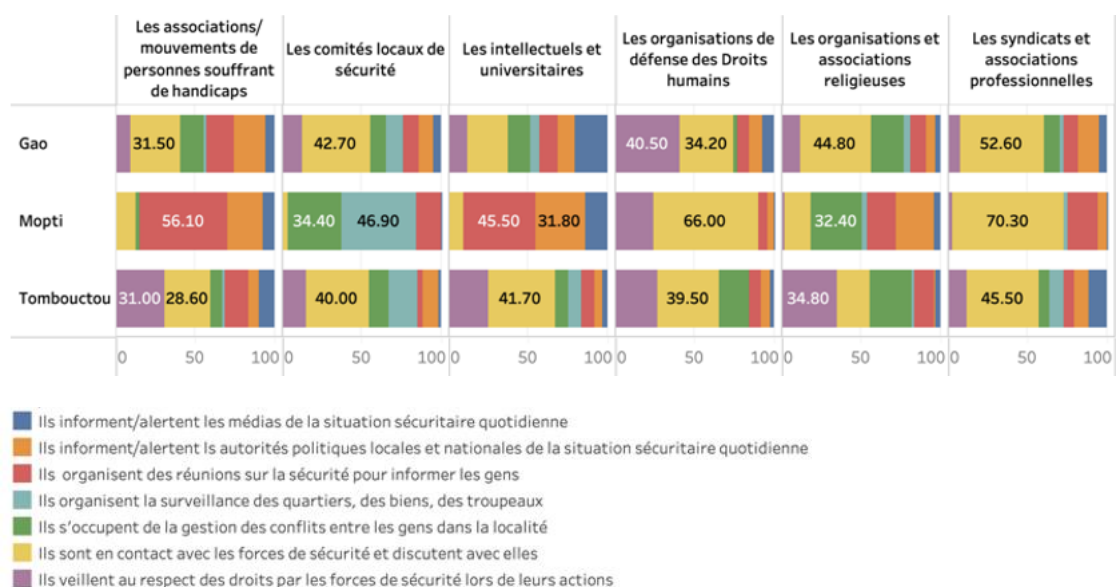


Dans les trois régions, on retrouve dans cette catégorie - pour plus de la moitié des enquêtés - les organisations et associations religieuses (59 %), puis les associations/mouvements communautaires (52 %). Viennent, ensuite, les associations/ mouvements de jeunes (45 %), les associations/ mouvements de femmes et les associations de citoyens (43 %). Enfin, les comités locaux de sécurité sont également intégrés au cadre de la société civile (37 %).

Parmi ces acteurs, certains sont présentés comme jouant un rôle direct sur les questions de sécurité par leurs contacts plus proches avec les forces et leurs échanges avec elles.

Q.5.5- Si oui, comment (première raison) :





Les associations de femmes et de citoyens agissent principalement pour la sensibilisation et l'organisation de réunions d'informations sur la sécurité. Dans la ville de Mopti, certaines organisations de femmes se font appeler « ambassadrices de la paix ». ⁵ Les leaders religieux peuvent également utiliser leurs prêches du vendredi pour renseigner sur la situation sécuritaire ⁶ et sensibiliser contre les tensions locales.

La gestion des conflits est également une préoccupation majeure des acteurs locaux de la société civile. Celle-ci est surtout rattachée par les enquêtés aux actions menées par les associations/mouvements communautaires (35 % dans la région de Gao et à 30 % dans celle de Tombouctou), les organisations et associations religieuses (32 % à Mopti), ainsi que par les comités locaux de sécurité (34 % dans la même région).

Enfin, les acteurs de la société civile ont un rôle particulier à jouer lorsqu'il s'agit d'informer à la fois les autorités politiques et les populations de la situation sécuritaire, comme le font les médias et les journalistes.

Si les acteurs de la société civile sont jugés favorablement à 63 % au Mali, des limites importantes à leur action sont pourtant évoquées. Ainsi, leur manque de transparence est perçu comme un obstacle à leur action, tout comme leur manque de budget. Ces acteurs souffriraient d'un déficit en informations ou en compétences sur les questions de sécurité.

De façon générale, une méconnaissance importante des acteurs de la société civile a été relevée. Ils paraissent ainsi quasi-absents des zones rurales ou n'y sont pas réellement identifiés.

En outre, la grave situation sécuritaire dans certaines localités rend difficile la mise en œuvre effective et efficiente des activités de la société civile sur le terrain. À titre d'illustration, dans la commune de Sio, dans la région de Mopti, les associations ne sont plus en mesure d'organiser des réunions et « la seule organisation qui fonctionne c'est la milice des chasseurs (donso) qui travaillent avec le chef de village et ses conseillers. » ⁷ L'action de la société civile semble alors devoir se cantonner à la sensibilisation au niveau local et à la dénonciation des situations à travers des déclarations publiques au niveau national. Les

⁵ Journal de terrain, ville de Mopti, région de Mopti, novembre 2021.

⁶ Journaux de terrain, Mopti ville, région de Mopti et commune de Bourem, région de Gao, novembre 2021.

⁷ Observation par le facilitateur suite à sa discussion avec des habitants de Sio, Journal de terrain, commune de Sio, région de Mopti, novembre 2021.

actions contre l'insécurité sont laissées ultimement à l'État et aux réponses armées portées notamment par les groupes d'auto-défense.

Au Mali, les acteurs de la société civile manquent d'une réelle visibilité et d'une compréhension véritable de ce qui est attendu de leur part par les populations sur les questions de sécurité, sans compter leur champ d'action parfois réduit par le contexte sécuritaire. La capacité même à établir des canaux de discussion et d'apaisement semble être circonscrite par l'insécurité et leur rôle est réduit à la prévention des conflits locaux.

Cette nécessité d'une meilleure visibilité aux yeux des citoyens passe, enfin, par le besoin d'une reconnaissance plus importante de leur statut d'interlocuteurs légitimes par les forces armées et de sécurité intérieure. Les acteurs de la société civile peinent à être considérés comme des « partenaires » par les forces et sont davantage « consultés » à titre indicatif. Un cadre de collaboration est donc à mettre en place à la fois avec ces acteurs étatiques, mais aussi avec les populations elles-mêmes.

Conclusion

A l'issue de cette première collecte de données, il apparaît que les besoins exprimés par les personnes interrogées reposent tout d'abord sur la nécessité pour les forces de sécurité d'être proches de la population, tant dans leurs patrouilles quotidiennes que dans la possibilité pour celle-ci de leur faire part régulièrement de ses préoccupations et de ses craintes.

Cette proximité nécessite d'établir ou de rétablir une confiance parfois gravement altérée au niveau de certaines localités, notamment rurales. Elle demande également une coordination régulière des échanges. Les conseils villageois sont, à ce titre, fréquemment cités comme points de contacts systématiques lors des patrouilles.

Ces besoins vont dans le sens de « l'amélioration de l'accessibilité et de la redevabilité des institutions de sécurité » à laquelle aspire le programme *Just Future*. La nécessité d'une « meilleure réactivité » est également mentionnée de façon forte et répétée par les populations qui ont non seulement besoin de voir les forces, mais aussi de pouvoir les faire venir lors des attaques ou à des moments de tension. Cette capacité d'accès, et toute la discrétion qu'elle requiert dans des zones contrôlées par des groupes armés non étatiques, demeure cependant très précaire.

Face à des relations parfois dégradées et à reconstruire, le rôle de la société civile sur les questions de sécurité est donc nécessaire, mais il est réduit par la complexité et l'enchevêtrement des incidences d'insécurité. Ainsi, leurs actions dans la sensibilisation aux conflits journaliers et leur résolution sont reconnues, mais elles peinent à atteindre une visibilité et une légitimité suffisantes - pour les forces de sécurité ainsi que pour les populations - lorsqu'il s'agit de discuter des attitudes et stratégies des acteurs de sécurité en tant que tels.

Un plafond de verre semble peser sur les échanges et les réduire tant dans leur contenu - les questions d'atteintes aux droits de l'Homme restant, par exemple, inaudibles dans la sphère publique - que dans leurs échos de moins en moins pris en compte par le monde politique.

Les acteurs de la société civile doivent être mieux identifiables sur les questions de sécurité et surtout plus accessibles dans les zones rurales, dans les quartiers reculés mais aussi pour les catégories de populations les plus vulnérables. Le plaidoyer sur la sécurité nécessite d'être sorti des villes et des capitales pour se faire le relais réel des voix qui demandent présence, assistance et reconnaissance par les forces.